Programme LFI : l'éditocratie voit rouge

Par **Clément Sénéchal**
17 novembre 2026

Le vendredi 6 novembre, La France insoumise publiait une réactualisation de *L'Avenir en commun*, son programme pour l'élection présidentielle, présenté le lendemain lors d'un meeting au Bourget. Pour les médias dominants, c'est l'occasion de réactiver leur patient travail de diabolisation.

« *Depuis son discours au Bourget samedi dernier, j'ai compris qu'il fallait mieux se ranger du bon côté de l'Histoire, et surtout du bon côté de la guillotine.* » Avec la subtilité qu'on lui connaît, la comique fanatisée de France Inter (et du *Point*), Sophia Aram, résumait ce matin-là (« Mélenchon tout-puissant », 10/11) l'état d'esprit général dans la basse-cour éditoriale face au programme fraîchement publié de LFI. Quoi qu'on pense d'un programme dont même les plus mal intentionnés reconnaissent la richesse et la cohérence, dans les médias il a surtout été dépeint comme « irréaliste », sinon « autoritaire », quoi qu'il en soit « dangereux » pour le pays. Bref, le péril rouge est de sortie. Les chiens de garde aussi.

Procès en irréalisme

Le premier mouvement de cette contre-offensive médiatique ? Le volet économique. Comme à chaque scrutin, les quelques mesures sélectionnées et discutées par la presse bourgeoise, rarement discutées dans le détail au demeurant (trop nombreuses, comprenez), sont en effet présentées comme incohérentes, non finançables ou parfaitement utopiques. Avec un sens de la mesure qui force l'admiration déontologique. « *C'est irréaliste !* », s'écrie par exemple Guillaume Paul, ancien visage de BFM Business transféré sur Franceinfo. Sentimental et synthétique : « *Je ne vais pas vous faire un chiffrage poste par poste, mais on a le sentiment que les dépenses sont sous-évaluées et les recettes surévaluées.* » Décliné sous forme de tableau, le bilan des courses est sans appel : « *Un programme récessif ! […] La relance par la demande, ça ne marche pas ! […] Taxer le capital à outrance, c'est contre-productif ! […] Les marchés financiers risquent de continuer à s'emballer !* » N'en jetez plus.



Sur BFM-TV, on n'a pas beaucoup plus d'analyse, mais davantage de poésie : « *Ce n'est plus un pari économique, c'est de l'alchimie* », se rengorge Laure Closier dans son édito éco (9/11). « *Il y a ceux qui prétendaient transformer le plomb en or, Jean-Luc Mélenchon transforme les dépenses en recettes ; il fait même disparaître les dettes. Le candidat insoumis franchit un cap : il ne s'embarrasse plus de ce qui est possible ou non. Avec une idée : demain l'argent tombera du ciel, et tout sera gratuit.* » Après avoir expédié quelques mesures à la va-vite, elle conclut : « *L'alchimiste oublie deux ingrédients dans sa potion magique : elle est tellement amère que les contribuables vont probablement réagir (les riches s'en vont, les capitaux circulent, les investissements circulent) ; et une fois qu'on aura tout ponctionné la première année, qu'est-ce qu'on fait pour faire bouillir à nouveau la marmite en seconde ?* » Puis on quitte un instant les cases d'Astérix pour rejoindre un film d'horreur sur « l'État de droit » : « *Là, c'est encore plus inquiétant. Le programme insoumis évoque l'état d'urgence pour justifier la réquisition d'usines et d'entreprises d'intérêt général* », s'alarme-t-elle, souffle court. Mais « *plus marquant encore : la question de la propriété. Le programme prévoit un plafond de cinq logements transmissibles par héritage. Au-delà, les biens seront RRRRéquisitionnés !* » Frrrrrisson garanti.

Une focale utilisée le même jour par Apolline de Malherbe face à Éric Coquerel, dans la matinale de la chaîne. L'intervieweuse s'inquiète alors pour les multipropriétaires « *les plus modestes* » qui possèderaient cinq logements. Cette mesure sur l'héritage ressort déjà dans l'entretien de Manuel Bompard, la veille, tant son potentiel « polémique » a bien été identifié par la chaîne. Auparavant, l'animatrice aura également versé dans l'infantilisation du débat, littéralement et dès l'ouverture du plateau : « *Moi, ce qui m'a tout de suite troublée, c'est que vous ne donnez pas le chiffrage en même temps. […] J'ai eu l'impression que je rentrais dans un grand magasin avec mes enfants et que je leur disais "allez-y prenez tout ce que vous voulez", c'est tranquille, c'est détente et que je ne vérifiais pas avant si j'avais les sous dans mon porte-monnaie.* » Avant de sermonner le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale : « *Ce que je vous dis, je pourrais le dire à mes enfants.* » Manière de souligner la naïveté enfantine d'un programme implicitement fantaisiste – alors même que LFI est précisément l'une des rares formations politiques à se soumettre sérieusement à l'exercice du chiffrage à chaque échéance.

Chez « Quotidien », on préfère les acrobaties. Le 5 novembre, Paul Gasnier admet que, « *quoi qu'on pense de La France insoumise, en termes de stratégie politique, c'est un livre qui est remarquable* ». Moult satisfecit, essentiellement sur la forme, composent d'abord son édito (tandis que Yann Barthès interjette d'élégants « *bonjour la meute !* »). « *Ce livre devrait faire pleurer de honte tous les autres partis politiques, car avec lui, La France insoumise prouve qu'elle fait encore ce que les autres partis ont arrêté de faire, c'est-à-dire : bosser* », gronde le chroniqueur. Mais quand Yann Barthès le relance pour savoir ce qu'il en pense « sur le fond », patatras : « *Bah c'est un programme politique, donc il ment. […] Si Mélenchon est élu président, il ne va évidemment jamais appliquer le tiers du quart de ce qu'il propose dans ce livre. Vendre du rêve, c'est son métier.* » Et de conclure : « *Il faut lire le texte pour ce qu'il est : un texte idéologique, démago, qui trie le réel en fonction de l'idée que le chef s'en fait* » (un sourire rassuré apparaît alors sur le visage un temps perplexe de Jean-Michel Aphatie). En guise de démonstration, Paul Gasnier sort sa boule de cristal : « *Il vend par exemple la sortie totale du nucléaire, ce qui est totalement absurde et ce qu'il ne fera évidemment jamais.* » Pas besoin de chercher très loin pour trouver pourtant des exemples contrefactuels : l'Allemagne – pas vraiment le pays de merveilles – a parachevé sa sortie du nucléaire en avril 2023.

Au *Figaro*, on considère plus sobrement que « *l'arithmétique ne colle pas* ». Car « *la matraque fiscale mélenchoniste* » produira un « *effet récessif* » (un élément de langage en vogue, décidément) nous explique Bertille Bayart dans l'édition du 6 novembre. Surtout, cela impliquerait de se confronter aux règles européennes, c'est-à-dire vouloir s'émanciper de « *la contrainte extérieure* », comme « *Mitterrand en 1981* ». Or, « *cela s'est mal fini* ». Bref, la « *dangereuse expérience collectiviste* » proposée par LFI est inapplicable. De son côté, *Libération* ouvre ses colonnes à Alexandra Roulet, co-présidente du Cercle des économistes et ancienne conseillère d'Emmanuel Macron, pour une chronique intitulée : « Le programme de Mélenchon : un toboggan vers une France appauvrie » (15/11) – publiée dans la rubrique « Éclairer 2027 ».

Même son de cloche sur France Inter, dans la chronique du 7 novembre de Camille Vigogne – par ailleurs journaliste au *Nouvel Obs* – qui s'écrie : « *Mais LFI jure surtout d'appliquer TOUT son projet SANS AUCUNE concession* [les capitales sont d'origine sur le site de France Inter]. » Mais qui présente un programme pour dire qu'il ne l'appliquera pas ? Voilà sans doute qui mériterait une bonne chronique. Toujours est-il que dans celle-ci, la journaliste déplore : « *Un enterrement en bonne et due forme de la primauté du droit européen sur le droit français. Ce principe juridique [qui] est pourtant fondamental dans le fonctionnement de l'Union.* » Ainsi, pour la grand reporter-chroniqueuse, le candidat de La France insoumise « *fait mine* » de « *ne pas savoir qu'il provoquerait ainsi une crise politique majeure avec Bruxelles et Berlin. Et qu'une telle position revient de facto à mettre la France au banc des nations européennes.* »

Un refrain repris comme en écho sur la même antenne le 9 novembre par Patrick Cohen (« Le tout État de la nouvelle France de Mélenchon »), qui en profite pour dresser au passage un parallèle avec le RN : « *Un programme qui ne ressemble à aucun autre… Mais qui rejoint quand même celui du Rassemblement national sur plusieurs points cardinaux […] : comme le RN, LFI parle de désobéissance aux règles et de confrontation avec Bruxelles.* » Pour l'éditorialiste de la matinale, le programme de LFI aboutirait à « *un État qui prendrait le commandement de l'économie* » – le vocabulaire martial servant ici à indiquer le caractère autoritaire caché derrière l'utopie économique. Cohen termine d'ailleurs son commentaire en soulignant qu'« *avec l'article 11, Mélenchon veut convoquer un référendum et passer à la 6e République : même méthode que le Rassemblement national, même coup de force juridique* ». Cette interprétation obsessionnelle et partisane de la vie politique, qui consiste à amalgamer deux formations que tout oppose, est devenue un dévoiement de la pratique journalistique à part entière.

Procès en autoritarisme

« *Lunettes de guide suprême* » ; « *Tignasse de Kim Jung-un* » ; « *Costard de Poutine* » ; « *Godasses de Xi Jinping* » ; « *Bide de dirigeant du Hamas* » ; « *Haleine de Chavez* ». C'est ainsi que la Une de *Charlie Hebdo* rhabille Jean-Luc Mélenchon. Ici non plus, rien de neuf : après avoir fustigé le contenu économique du programme, pourquoi se priver de le rendre illégitime – car autoritaire. C'est d'ailleurs une phrase d'une outrance rare prononcée par Jean-Luc Mélenchon au Bourget qui suscite l'émoi en plateaux et tourne en boucle sur les ondes : « *D'autres commentateurs me recommandent de mettre de l'eau dans mon vin pour séduire et être moins clivant. Je ne le ferai pas.* » Résister à la pression médiatique, quoi de plus despotique ? Défendre un programme politique, quoi de plus tyrannique ?

Le 7 novembre, *L'Express* publie instamment l'analyse de Nicolas Lecaussin, directeur du think tank libéral IREF-Contrepoints : « La "nouvelle France" de Jean-Luc Mélenchon m'évoque la Roumanie communiste dans laquelle je suis né ». Mais encore ? Une lecture laborieuse de quelques orientations du programme, au terme de laquelle apparaissent, comme dans « *les pays du nouveau communisme* » : « *des millions de victimes parmi les paysans, les exodes de la campagne vers des villes sans âme, dans d'horribles immeubles construits à la hâte, sans eau chaude, sans ascenseur, les villages abandonnés vidés, rasés…* » Il faut dire que le *thinker* est innovant. C'est en effet dans le concept de « bifurcation » qu'il croit déceler le futur tombeau de la démocratie française : « *Bifurquer : prendre un chemin complètement différent. Ô combien différent ! Je l'ai connu dans la Roumanie communiste où je suis né. Il ne mène, partout et sans exception, qu'aux pénuries et à la misère. Partout et sans exception, les rêves d'un "homme nouveau" pour un "pays nouveau" se sont terminés dans le cauchemar des dictatures.* »

Le 8 novembre, au lendemain du meeting du Bourget, la responsable du programme de La France insoumise, Clémence Guetté, est l'invitée de LCI pour un grand entretien, ponctué par des insinuations du même acabit : « *On a parlé hier de ce fameux état d'urgence sociale et aussi un état d'urgence climatique qui a été annoncé par le candidat de La France insoumise. […] État d'urgence ça veut dire qu'on enjambe le Parlement dans un premier temps avant que ces mesures soient validées, si j'ai bien compris, par les représentants. Aujourd'hui certains disent "Oh là là attention c'est quoi ? C'est un gouvernement autoritaire que prévoit le candidat de La France insoumise ?* » À deux doigts de parler dictature du prolétariat.

Dans *Le JDD* du 9 novembre, Paul Melun s'essaye quant à lui à la didactique : « *Pourquoi le mélenchonisme est un autoritarisme* » annonce tranquillement sa chronique, laquelle entend nous « *alerter sur les menaces que ferait peser une victoire de Jean-Luc Mélenchon en 2027 sur les libertés démocratiques* ». Pas besoin de chercher très loin les prémisses d'une telle assertion, puisque la menace en question est déjà consubstantielle au talent du candidat lui-même : « *Détaché de ses notes, pétri de culture et habité par les mots qu'il prononce, l'homme a des allures de guide, enivré par ses propres paroles. Théoricien de la "Nouvelle France", le vieil homme politique est nimbé d'une aura quasi mystique, plus courante dans les régimes totalitaires que dans les démocraties libérales. C'est bien là tout le paradoxe, d'ailleurs.* » Paradoxal, en effet. Ou tautologique.

Dans les colonnes des *Échos*, l'économiste en chef de France Inter, Dominique Seux, n'est pas en reste. Le 8 novembre, il exhibe une nouvelle fois son admirable courage de la nuance, en titrant son édito sans ponctuation : « Mélenchon ennemi des libertés ». « *Le projet du candidat LFI promet un bouleversement radical, pas seulement économique, dont les conséquences seraient la mise en place d'un État omnipotent* », nous explique-t-il simplement, dans un texte d'à peine quatre paragraphes. En nous assurant – à tort – que le programme propose de planifier « *toutes les activités* ». Sans transition, dans la phrase suivante : « *Les attaques actuelles et généralisées contre les médias et les journalistes ont de quoi faire frémir.* » Ça va vite. Brrr.

Enfin, dans l'édition du 9 novembre de « C ce soir », sur France 5, tapis rouge au plus grand spécialiste français du mélenchonisme : Thomas Legrand. L'ancien chroniqueur de France Inter, toujours éditorialiste à *Libération* (et chroniqueur à RTL), s'en donne à cœur joie : « *Il a dit quand même hier : le gouvernement sera insoumis !* » commence-t-il par s'étouffer. Voilà qui ne saurait passer à ses yeux : « *Moi je ne lui reproche pas sa radicalité, mais sa forme de radicalité.* » Thomas Legrand étaye son propos par une comparaison lumineuse : « *Mamdani il est radical, mais il n'insulte personne, il est normal avec la presse.* » Le nouveau maire de New York avait pourtant exclu – poliment, sans doute – plusieurs médias de sa première conférence de presse à l'hôtel de ville, en janvier 2026.

Peu intéressé par le programme, dont aucune mesure ne sera vraiment débattue pendant plus d'une heure d'émission, Thomas Legrand préfère s'attarder sur une suggestion du candidat formulée pendant son discours au Bourget, à savoir la tenue de nouvelles élections au Donbass, en Ukraine occupée. De quoi tirer un trait définitif : « *Donc quand on se dit socialiste, écologiste ou démocrate, on se dit celui-là, c'est pas pour nous.* » Quand il interroge Floraine Jullian – la porte-parole des Victoires populaires, organisation ayant rejoint la campagne de LFI –, Karim Rissouli embraye : « *Vous n'avez pas été inquiétée ? Quand Thomas Legrand rappelle que ce sera un gouvernement insoumis, ça ne sent pas le rassemblement total.* » Lequel Thomas Legrand déplace ensuite le réquisitoire sur le terrain de la personnification : « *Il dit : "je ne mettrai pas d'eau dans mon vin. Je ne bougerai pas. C'est moi" : c'est lui tout seul. Il dit jamais "nous" ! […] Donc il a une pratique très verticaliste, très personnaliste.* » Tant pis si les premiers mots du Bourget ont une tout autre tonalité : « *Merci. Alors vous n'êtes pas fatigués ? C'est beau hein, on est forts* » entamait en effet Jean-Luc Mélenchon. Interrompant, immédiatement après, un public qui commence à scander « Mélenchon président » : « *Non, non, non. On fait de la politique ici. On crie résistance. On crie des mots d'ordre politiques. Nous ne sommes pas une foule : nous sommes une mobilisation. Et une fois encore, le premier message de notre rassemblement, c'est notre nombre.* » Tant pis également si toute la discussion s'organise autour du procès d'intention personnel intenté par l'opinioniste de *Libération*, qui finit par lâcher le mot qui lui brûle la langue : « *Il l'a bien chopé, ce besoin de radicalité. Mais ce besoin de radicalité, ça ne doit pas aller avec de l'autoritarisme ! On peut être radical sans être autoritaire, et c'est ça l'autre gauche ! […] Radicalité et autoritarisme ne doivent pas aller ensemble, et pour l'instant Mélenchon mélange les deux.* » Tout comme la fonction de journaliste et celle de conseiller du Prince ou de prescripteur d'opinion ne doivent pas aller ensemble, et pourtant Thomas Legrand mélange les deux – allègrement et depuis très longtemps !

Il est secondé sur cette ligne par les éditorialistes maison de l'émission. Laure Adler, d'abord : « *Est-ce qu'il n'y a pas un épuisement de la parole démocratique en ce moment, qui tend à faire miroir entre la radicalisation du RN et la radicalisation de Mélenchon ?* » Puis Nathan Devers qui, après avoir loué la consistance singulière du travail programmatique fourni par la formation de gauche, effectue un retournement audacieux : « *Mon objection, […] c'est que face à cette crise de la civilisation humaine, il est expliqué qu'il y a deux possibilités : ou bien le suprémacisme, ou bien La France insoumise. […] Une troisième voie n'est pas possible. Donc moi la question que je me pose après la lecture de… tout le "SAV" que Mélenchon a fait de ce meeting, avec des textes très violents sur Libération, sur Le Monde, sur des journalistes, sur Mediapart : dans quelle mesure il n'est pas en train de réinventer le Thatcher inversé, "There is no alternative".* » On se pince.

Heureusement, on peut toujours compter sur Karim Rissouli pour équilibrer les débats qui animent son plateau. Dans la dernière partie de l'émission, le voilà qui place une incise délicate : « *Vous avez parlé de la peur…* » Laure Adler dégoupille : « *Il fait peur !!!* » Rissouli continue : « *Je cite juste Raphaël Glucksmann : "Je pense que Mélenchon ne peut être élu président parce qu'il fait trop peur à 70 % de la population".* » Et Adler de conclure, en arrière-plan : « *Voilà, il fait peur.* »

Procès en irresponsabilité

Le procès en irréalisme, complété par celui en autoritarisme, mènent naturellement au procès en irresponsabilité. Et c'est évidemment sur le terrain international, diplomatique et militaire que se parachève le tir de barrage contre La France insoumise. En cause : la politique de non-alignement, les ruptures avec les alliances atlantistes traditionnelles ou les désaccords avec les règles européennes assumées dans le programme. On peut résumer le procédé argumentaire comme suit : les positions de LFI mèneraient à un isolement de la France, à sa soumission aux intérêts russes et à une perte de crédibilité militaire et diplomatique complète qui mettrait, par voie de construction, le territoire national en danger.

Dans la matinale de France Culture du 9 novembre, l'éditorialiste Jean Leymarie s'inquiète : « Jean-Luc Mélenchon comprend-il Poutine ? ». Puis il insinue que le candidat soutiendrait même le président russe : « *Jean-Luc Mélenchon entonne un vieux refrain, hérité de la guerre froide : la guerre vient d'abord de l'ouest, pas de la Russie. […] C'est faux, mais c'est exactement ce que dit Vladimir Poutine.* » Mais terminons plutôt ce tour d'horizon par le journal de référence. Car le même jour, *Le Monde* titre son éditorial anonyme ainsi : « La diplomatie dans le programme de LFI pour la présidentielle : le risque d'une France affaiblie ». Pour le journal, « *le non-alignement* » est « *une promesse de rupture qui verrait le pays tourner le dos à des alliés historiques, diminuerait ses capacités de défense et pourrait le marginaliser* ». À propos de la sortie de l'Otan, le quotidien se fait plus sévère encore : « *Sous le couvert d'une indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, le programme de LFI prépare, en réalité, un affaiblissement de la France sans précédent.* » Au cas où ce ne serait pas clair, affaiblissement une troisième fois : « *De même, les signaux envoyés en matière de dissuasion nucléaire vont dans le sens d'un affaiblissement de la posture française.* » Puis une quatrième, cette fois sous forme d'augure péremptoire : « *La France se trouverait ainsi dans une situation de non-respect de ses engagements conventionnels, ce qui l'exposerait à de multiples sanctions. Elle serait isolée au niveau continental, dans un Frexit qui ne dirait pas son nom. Loin d'un projet d'émancipation diplomatique, le volet international du programme de Jean-Luc Mélenchon est, en réalité, la promesse de l'affaiblissement de la France.* [1] »

***

Avec ce sinistre présage, la boucle est bouclée. Au débat *contradictoire* et *informé* sur le contenu économique, (géo)politique et social des mesures proposées par La France insoumise, les grands médias, publics comme privés, ont préféré nous servir la même admonition ternaire, qui permet une disqualification cumulative : programme irréaliste, liberticide et dangereux. Les trois chefs d'accusation étant souvent mêlés dans une même émission, un même article ou une même intervention. L'irréalisme retire au programme sa crédibilité, l'autoritarisme sa légitimité démocratique, l'irresponsabilité sa capacité à gouverner. Avec des figures rhétoriques récurrentes : analogies boiteuses, imprécations douteuses et hyperboles spécieuses. Sans mentionner le traditionnel amalgame « des extrêmes ». Et la plupart du temps, la couverture du programme de La France insoumise porte moins sur son contenu que sur l'honorabilité médiatique et la convenance politique de celles et ceux qui le portent. Ceci n'est pas du journalisme. Tout au plus une opération d'abattage symbolique – et si possible politique, orchestrée par la fraction médiatique d'une classe sociale aux abois, mais bel et bien en campagne.

Clément Sénéchal

---

[1] L'article que Sandrine Cassini consacre dans *Le Monde* au programme international de La France insoumise est par ailleurs titré : « Jean-Luc Mélenchon mise tout sur Gaza au détriment de l'Ukraine, dans son programme pour la présidentielle » (06/11). Les deux dossiers sont pourtant bel et bien traités dans le document publié.

Pour aller plus loin

Journalisme politique | Jean-Luc Mélenchon | La France insoumise | Élection présidentielle de 2027

4 juillet 2026 **Vidéo**
Les médias contre Mélenchon et LFI : 15 ans de diabolisation (vidéo)

En ce moment

Analyse 17 novembre 2026
Programme LFI : l'éditocratie voit rouge

Brève 16 novembre 2026
Agressions d'extrême droite le 24 octobre : les JT avaient mieux à faire

Analyse 13 novembre 2026
« Jamais de racisme diffusé sur BFM-TV » : le déni en prime time

Analyse 11 novembre 2026
Fourquet et les « prénoms arabo-musulmans » : un oracle médiatique démasqué ?

Dans nos archives

28 décembre 2025
1995-2025 : les médias contre les mouvements sociaux (vidéo)

25 juin 2024
Extrême droite : les médias complices et coupables (vidéo)

Analyse 10 novembre 2026
Après l'attentat de Trappes, LCI assure « pacifier le débat » et ne pas « prêcher la haine »

Analyse 9 novembre 2026
Mouvement lycéen : les médias refusent la critique

Brève 6 novembre 2026
CNews : Fin de concession

Charger plus d'articles | Tous les articles

Recevoir l'infolettre !

Inscrivez-vous pour recevoir toutes nos actualités

Votre adresse mail
ex : nom@exemple.fr

S'inscrire gratuitement

Nous utilisons la plateforme Brevo pour envoyer notre infolettre. En cochant cette case, vous acceptez que votre adresse mail et les données que vous avez fournies soient traitées conformément à la politique de confidentialité de Brevo.

Notre association

Acrimed, observatoire des médias

Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association d'intérêt général à but non lucratif, fondée en 1996. Observatoire des médias né du mouvement social de 1995, Acrimed cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante.

Qui sommes-nous ?

Pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires !

médias

Liens utiles
Toutes nos critiques
Médiacritique
La carte des médias
Nos vidéos sur Blast
Nos livres

À propos
Qui sommes nous
Transparence financière
Nous contacter

Nous soutenir
Faire un don
Adhérer à l'association
Boutique Créaction

Mentions légales RSS Site motorisé avec SPIP

Acrimed Société en SAS par Actions et Campagnons